

## **La naissance de la Fédération Belgio du P.C.I.**

### **Des origines à 1963**

Une précision. Il y eut des communistes italiens avant 1940 en Belgique. Souvent des antifascistes. Ils jouèrent un rôle dans la Résistance et connurent des difficultés dans l'immédiat après-guerre. Un climat de suspicion les entourait. Mais notre propos est différent.

Nous voulons parler d'une fédération politique, liée au PCI, née dans l'émigration économique. L'Italie avait fourni une contribution importante au sortir de la guerre dans la « bataille du charbon ». Parmi les nombreux mineurs, les communistes ne manquaient pas. Anciens ouvriers agricoles survivant dans la pauvreté dans l'Italie méridionale, militants perdant leur travail à la suite de persécutions patronales. Souvent, ils gardaient des contacts avec leur région, leur village et se regroupaient ici selon les affinités locales et politiques. Ils n'étaient guère en mesure de s'exprimer. Certains se virent reprocher leur adhésion au PCB, motif suffisant pour entraîner une expulsion, comme Rosa BRUNO, de Charleroi. D'autres, militants dans le Syndicat Unique des Mineurs, se virent expulsés au motif extraordinaire qu'ils nuisaient à l'économie du pays. Ainsi, G. LODOLO, militant au Syndicat Unique des Mineurs qui avait critiqué publiquement la naissance de la CECA. Ne donnant pas suite à l'arrêté d'expulsion, il fut poursuivi et condamné pour rupture de

ban par le tribunal correctionnel de Charleroi. Deux ans plus tard, le Conseil d'État cassait l'arrêté mais le mal était fait. Les immigrés hésitaient donc à manifester leurs opinions politiques, ils se réunissaient à la sauvette, clandestinement.

Par ailleurs, les autorités ne faisaient pas obstacle aux activités de la puissante DC, à ses cercles, au journal violemment anticommuniste *Il Sole d'Italia*, soutenu par la CSC.

Dans ce climat difficile, un organe lié à la CGIL (Confederazione Generale Italiana del Lavoro – Confédération Générale Italienne du Travail) et reconnu par les autorités italiennes décida d'ouvrir un bureau d'assistance aux travailleurs italiens en Belgique. Sa tâche était de défendre les droits sociaux, individuels, des travailleurs. Ils étaient en même temps invités à se syndiquer en Belgique. Disposant de moyens modestes, il s'installait à Bruxelles près de la gare du Nord. Il faut bien constater qu'au début, en 1954 lors de la naissance du bureau, la FGTB ne voyait pas l'initiative d'un bon oeil et n'apporta aucune aide. Dans la suite, les rapports s'améliorèrent mais la collaboration fut longtemps timide.

La catastrophe de Marcinelle, où périrent près de 150 mineurs italiens, allait soulever une vive émotion en Italie. L'opinion publique pris connaissance et conscience des conditions de vie de nombre d'immigrés. Insécurité, absence de politique d'accueil pour le logement, les familles ; les visites de parlementaires, les enquêtes de journalistes se multiplièrent. Le mouvement fut particulièrement sensible dans la gauche et le racisme latent qui entourait souvent l'émigration italienne commença à se dissiper. Peu à peu, des militants se regroupaient et souhaitaient agir davantage. Ils reçurent des appuis locaux, comme dans le Limbourg, avec le permanent

KPB de la province, Jaak WITHAGES. La direction nationale du PCI noua des contacts et fit appel au PCB.

En accord avec Jean BLUME, alors responsable des relations internationales, dès juillet 1960 le PCI me demanda d'aider à la constitution de la fédération « Belgio ». J'étais à l'époque le conseil de l'INCA en Belgique et avais soutenu la création de cercles culturels et sportifs. Ceux-ci constituaient un lien social durable dans la communauté italienne. Sous mes conseils, ils prirent la forme d'asbl. On y associa des Belges. Ainsi naquirent les AFI (Associazioni delle Famiglie Italiane – Associations des Familles Italiennes) au Limbourg, des cercles au Borinage, dans le Centre, à Tubize, à Charleroi, à Bruxelles et surtout à Liège. Un exposé sera développé à ce sujet.

Il faut dire que le climat avait changé avec la mise en place du Marché commun, le traité de Rome. La libre circulation de la main-d'oeuvre levait des contraintes, créait peu à peu des droits. Les organisations ouvrières du pays d'accueil restaient cependant réservées dans la crainte d'une sorte de concurrence.

Un jeune communiste italien, originaire des Marches, ouvrier à Prayon, accepta la tâche ingrate de coordonner les premières initiatives des associations. Ce fut le premier permanent, Gino GHIRARDELLI. Je l'aidais de mes conseils et favorisais des contacts avec les Belges. Les associations, reconnues, pouvaient maintenant (période 1960-1965) recevoir des parlementaires, organiser des débats, des rencontres. Souvent, un local permettait des rencontres, des fêtes. Le PCI – dont nombre de militants étaient actifs dans les associations – commença à se structurer en sections et lança des initiatives plus générales. J'en citerai deux :

- 1°- une pétition pour la reconnaissance par la Belgique de la silicose, cette maladie du mineur qui fit tant de ravages, comme maladie professionnelle ;
- 2°- l'établissement d'un mémorandum portant sur les revendications de l'immigration italienne.

Au début, l'accent fut mis sur la reconnaissance de la silicose, les conditions de logement, l'enseignement de la langue italienne. L'embryon de parti aidait également à la participation des immigrés aux consultations politiques en Italie par l'organisation de trains « rouges ». Il récoltait des fonds pour soutenir *L'Unità* (les souscriptions).

La pétition recueillit plus de 15.000 signatures. Ce qui est loin d'être négligeable. Le mémorandum des associations fut l'objet de contacts avec le monde politique, des parlementaires socialistes et communistes et des syndicalistes, particulièrement à Liège.

Une grande réunion publique s'est tenue en avril 1960 à Grâce-Berleur (région liégeoise) avec Jacques YERNA de la FGTB, des représentants de la Centrale des Mineurs, des élus liégeois (Marcel LEVAUX, Théo DEJACE). La reconnaissance de la silicose comme maladie professionnelle était réclamée par les syndicats belges depuis un demi-siècle.

Une seconde en juillet 1963, à Flémalle sur les terres d'André COOLS, présent. Des parlementaires italiens participèrent à la rencontre, comme le sénateur Renato BITOSSI, dirigeant de la CGIL. Pour la première fois sans doute, on aborda la question des droits politiques, du moins à l'échelon communal. C'est d'ailleurs à Flémalle que COOLS, bourgmestre, mit sur pied le premier conseil

**CARCoB – Archives Communistes**  
**Journée consacrée aux PC étrangers en Belgique – 14 février 2009**

consultatif des immigrés. Sans pouvoir, sans doute, mais c'était un premier pas.

La gauche italienne commençait donc à s'exprimer publiquement. Ce ne fut pas sans difficultés ni pressions policières dans une atmosphère de semi légalité. Quelques exemples. En juin 1965, Giuseppe MANCUSO, député régional PCI en Sicile, vint tenir une conférence. Celle-ci fut interrompue par l'arrivée de la gendarmerie en grand charroi, rue barrée. Le commissaire DAVIN, de la Sûreté, recherche des armes ! Après un contrôle d'identité et des excuses au parlementaire, tout se calme mais l'intimidation a sorti ses effets.

Un peu plus tard, en septembre 1965, la Sûreté viendra arrêter Aldo FONTANI, permanent qui organise l'émigration italienne depuis Rome, et le reconduira à la frontière alors qu'il tenait une réunion publique dans le Hainaut.

L'incident de Liège eut des répercussions au Parlement italien qui entendra les explications embarrassées du Sous-Secrétaire d'État à l'Émigration, le DC Ferdinando STORCHI.

Cela va être l'occasion pour le PCB de poser la question du droit d'association et du droit d'exprimer publiquement des opinions politiques. Le sénateur Jean TERFVE se met en rapport avec les ministres de la Justice, Albert LILAR et ensuite Pierre WIGNY. Il dispose d'un dossier illustrant la présence et les initiatives de la DC en Belgique. Ce qui est permis aux uns serait-il interdit aux autres ? Une sorte de *modus vivendi* va être mis sur pied.

Dans une lettre, le ministre de la Justice reconnaît le droit des immigrés à exprimer leurs préférences politiques, à se regrouper à condition de ne pas s'ingérer dans la politique belge. Dans la suite,

les pressions policières cesseront et la Fédération put se manifester au grand jour et, au début 1966, organiser son premier congrès public. Avec le développement de la réglementation communautaire, la frontière entre les matières nationales ira s'affaiblissant et la Fédération pourra développer des actions vers l'Italie toujours mais aussi sur des thèmes belges.

Ainsi, en l'espace de cinq ans, les communistes italiens, tout en conservant leur identité, purent entrer dans la réalité belge.

Au début de l'année 1960, les réunions d'un embryon de Comité fédéral se tenaient à mon domicile. Peu à peu, la Fédération procéda au recrutement (*tessaramento*), à la récolte des fonds pour *L'Unità*, reçut la visite de parlementaires italiens. Elle disposa bientôt d'un mensuel, *La Voce*, imprimé en Suisse mais diffusé également en Belgique et au Luxembourg. La distribution était assurée par abonnement.

### **Après 1963.**

Au départ et pendant deux décennies, la Fédération était essentiellement ouvrière et disposa d'un seul permanent.

L'action de la Fédération restera surtout tournée vers la réalité italienne. Elle organise des tournées électorales, la participation aux élections nationales et municipales. Elle favorise la promotion de la culture italienne par le biais des associations (passage de Carlo LEVI, notamment). Elle disposera bientôt d'un réseau d'environ deux mille membres. Beaucoup sont militants, récoltent des fonds pour *L'Unità*. Elle envoie un délégué au Congrès national du PCI. Avec un nouveau secrétaire dynamique, Nestore PROTELLA, d'origine

calabraise, elle lance un mensuel, *L'Incontro*, imprimé au *Drapeau Rouge*, organise des fêtes locales de *L'Unità*.

Je ne puis manquer d'évoquer ici les ouvriers responsables de la Fédération. GHIRARDELLI Gino, de Liège, que nos amis de la « Leonardo » évoqueront. Premier permanent, autodidacte ouvert au dialogue, fraternel. G. BARBONI, du Borinage, issu du milieu des mineurs de Sardaigne, convaincu acharné dans son action militante. Encore un Sarde, VARGIU, rapporteur au premier congrès à Bruxelles qui, depuis le local de Bruxelles, rue Traversière, sillonne le pays. C'est aussi un ancien mineur, victime de persécutions politiques dans sa Sardaigne. Nestore ROTELLA, de Liège, qui a contribué tout d'abord au développement de l'INCA dans la région liégeoise avant de donner une sérieuse impulsion à la Fédération, soucieux de son autonomie, n'hésitant pas à exprimer des désaccords.

Peu à peu, la Fédération intervient dans la réalité belge. À chaque comité fédéral, depuis 1961, j'illustre les positions du PCB en politique intérieure. Les militants participent aux mouvements sociaux, comme la Grande Grève de l'hiver 60. Dans la suite, elle participera, avec son drapeau, aux grandes manifestations, régionales ou nationales. *Le Drapeau Rouge*, sporadiquement il est vrai, assurera des rubriques en langue italienne. La Fédération sera aussi présente aux Fêtes de la presse communiste avec un stand de *L'Unità* de 1980 à 1985.

Elle va également, assez discrètement il est vrai, poser la question des droits politiques des immigrés. Tout d'abord à l'échelon communal. C'est un long chemin. Ce sont les élus du PCB,

notamment le député Marcel LEVAUX, qui poseront les premiers la question avec une proposition de loi.

Une première expérience, modeste, est tentée à Flémalle dont André COOLS est le bourgmestre. C'est la mise sur pied – comme déjà évoqué – d'un conseil consultatif. D'autres suivront, timidement. Il faudra attendre vingt ans pour que le Parlement intervienne sous la pression des dispositions communautaires. On retrouvera alors des candidats sur les listes électorales.

Il faut reconnaître que le problème n'a pas été très porteur dans l'émigration. La société belge y est restée longtemps insensible. On est loin des luttes de la classe ouvrière belge pour arracher le suffrage universel. Les enjeux étaient différents. L'espoir d'un retour au pays d'origine encore vivace explique sans doute cette passivité relative. C'est dans le monde syndical que l'intégration se réalise d'abord. À la Centrale des Mineurs notamment, où les Italiens viennent renforcer l'action pour la reconnaissance de la silicose comme maladie professionnelle (acquise en 1964). D'une manière plus générale, des syndicalistes éminents, comme Jacques YERNA à Liège et René DE SCHUTTER à Bruxelles, prennent beaucoup d'initiatives.

Je voudrais souligner ici l'intérêt d'une expérience connue au plan syndical et politique animée par des parlementaires italiens, communistes et socialistes. En Belgique, le PCI – à travers les associations – récolte 15.000 signatures pour la reconnaissance de la silicose. Le Parlement italien, en réponse, adopte une loi, dite BITOSSI-SANTI (déposée par Renato BITOSSI, PCI, et Fernando SANTI, PSI), qui organise l'indemnisation des silicosés italiens résidant en Belgique, dans l'attente de la loi belge, qui interviendra enfin en

décembre 1963 (Loi LEBURTON). Ainsi, les efforts conjugués des syndicats et des parlementaires viennent enfin réparer une injustice criante.

La Fédération va évoluer avec les immigrés de la seconde génération. À l'occasion d'une rencontre bilatérale en 1981, Giorgio NAPOLITANO dira tout le bien qu'il pense de l'activité de la Fédération. Enrico BERLINGUER rend visite aux communistes italiens de Belgique lors d'un rassemblement à la Madeleine (grande salle de Bruxelles), avec Nilde JOTTI, présidente du Parlement. Lors des élections européennes de 1984, il proposera la candidature de la secrétaire de la Fédération aux élections. Une Sicilienne, Francesca MARINARO, sera élue dans le Piémont. Le choix est fait au sommet mais il est symbolique : femme et immigrée.

Avec un nouveau responsable (Valerio BALDAN), on assiste à une véritable mutation sociologique des cadres de la Fédération et de ses membres. Il y a toujours d'anciens mineurs mais aussi des fonctionnaires de la CEE. La Fédération, appuyée sur l'asbl *Galileo*, s'installe dans un vaste local près de la place Rogier. Elle entretient davantage de contacts avec le PS. Des rapports avaient toujours existé, mais ils se renforceront. La Fédération est moins ouvrière, moins populaire. Peut-être moins fraternelle. Le PCI va muter en DS. Il n'y aura plus de contact avec un PCB très affaibli.

L'intégration dans la réalité belge s'est poursuivie, enrichie par un tissu d'associations, un véritable réseau. Le bureau belge de l'INCA, intégré dans le paysage social, s'est développé en liaison avec la FGTB. Des contacts se sont noués avec les autres formations politiques. Conflictuel, au départ, avec la DC, un dialogue s'est noué, notamment au niveau des autorités consulaires.

Maintenant, les organisations syndicales belges comptent nombre de militants, de permanents d'origine italienne. Exemple d'intégration réussie loin de tout communautarisme et dans le souci de tenir compte des spécificités de l'immigration, d'établir des ponts et des synergies sans jamais s'isoler du pays d'accueil. On peut se poser une autre question. Les positions des communistes italiens ont-ils eu une incidence sur la réflexion politique du PCB ? Mais cela, c'est une autre histoire.

**Jacques MOINS,**

**Ancien responsable des relations entre le PCB et la Fédération  
Belgio du PCI.**

## **Le développement de la Fédération Belgio du P.C.I.**

D'une manière générale nous pouvons dire que l'attitude adoptée par le Parti Communiste de Belgique vis-à-vis des travailleurs immigrés, qui consistait non seulement à permettre, d'un point de vue politique, la naissance d'organisations autonomes de ces travailleurs, mais également à choisir de contribuer concrètement à la construction de ces structures.

En ce qui concerne le Parti Communiste Italien, cela débute à la moitié des années cinquante, à une époque où les étrangers n'étaient pas considérés comme des citoyens, car ils ne pouvaient ni organiser ni participer à des activités publiques de quelque nature qu'elles soient. C'est alors que le soutien et l'aide du Parti belge et de ses militants permit aux communistes italiens de jeter les bases d'un embryon d'organisation qui, avec le temps et surtout d'énormes sacrifices de ses militants, allait devenir un des plus forts partis communistes de l'immigration.

Au début, l'aide et la solidarité des militants belges se traduisait surtout par le fait de nous permettre tout simplement de nous réunir, cela peut sembler banal aujourd'hui, mais à l'époque il n'était pas rare de voir des descentes de police dans nos réunions et ceci dans le but non seulement de les interrompre, mais surtout de saper le moral des participants afin de casser ces organisations naissantes. Dans ce type de situation la présence à nos côtés des camarades du PCB était particulièrement appréciée, surtout quand ils étaient avocats ou juristes, car cela empêchait souvent des abus.

**CARCoB – Archives Communistes**  
**Journée consacrée aux PC étrangers en Belgique – 14 février 2009**

À propos de l'affirmation du droit et de la défense des travailleurs, ce furent ces mêmes avocats qui assurèrent pour le compte de la CGIL la défense des familles des victimes italiennes lors de la catastrophe du Bois du Cazier. Plus tard, les mêmes personnes seront chargées de réunir les conditions afin de permettre l'ouverture des bureaux du Patronato INCA CGIL à Bruxelles et par la suite dans le reste du pays, et cela, avec la ferme opposition de la principale organisation syndicale francophone (c'est-à-dire la FGTB) qui à l'époque était très conservatrice sur ce sujet.

À ce stade la bataille pour rompre le monopole des organisations chrétiennes qui avait débuté avec la présence de missionnaires qui accompagnaient les convois d'émigrés officiellement pour le salut de leur âme, mais dans l'action, comme nous avons souvent pu le constater, leur présence avait surtout pour but non avoué de contenir, de limiter, voir de réprimer toute intention revendicative de la part de ces travailleurs.

Un moment clef du développement de nos organisations en Belgique fut l'ouverture d'A.S.B.L. italo-belges dans tout le pays, là aussi l'aide et la collaboration des camarades du PCB fut déterminante, non seulement en ce qui concerne l'élaboration des statuts, mais aussi en fournissant les noms des personnes de nationalité belge qui acceptaient d'assumer des responsabilités au sein des conseils d'administration de ces A.S.B.L., car les lois de l'époque exigeaient une présence majoritaire de Belges dans les organismes de direction.

Cette disponibilité totale des camarades du PCB permit aux communistes italiens l'ouverture de cercles culturels sur tout le territoire belge : au nord, les A.F.I (Associazione Famiglie Italiane), dans la Province du Limburg à Waterschei,

Winterslag, Beringen, etc. ; en Wallonie, les mêmes organisations, sous l'appellation de Cercles culturels italo-belges, fleurirent un peu partout, notamment à Seraing, Charleroi, Mons, La Louvière et ensuite, dans les années septante, le Galileo Galilei à Bruxelles.

Ces associations eurent un rôle fondamental et stratégique dans la diffusion de la culture de gauche et furent déterminantes dans la construction du Parti Communiste Italien en Belgique. En effet, elles permirent, grâce aux nombreuses activités culturelles, l'organisation de nombreux débats, fêtes et de rompre le monopole jusque là exercé par les organisations chrétiennes fondées autour des missionnaires et financées notamment par le syndicat chrétien. Je ne pense pas trahir l'histoire en disant que ces associations se révélèrent de véritables centres de formation d'une génération de militants immigrés, que l'on retrouvera plus tard comme protagonistes dans les structures syndicales de base et à la tête de nombreuses et importantes délégations d'entreprises (ceci s'est vérifié tant à la FGTB qu'à la CSC), ex. : Caterpillar, Clabecq, Cockerill, Boell, Prayon etc.

Aujourd'hui certaines de ces organisations existent encore et continuent leur combat au quotidien pour une société meilleure et plus solidaire, notamment le Leonardo da Vinci à Seraing, les A.F.I. dans le Limbourg. Parallèlement, la collaboration sur base du respect mutuel d'indépendance se développa entre nos partis dans de nombreux domaines : les rubriques en langue italienne dans *Le Drapeau Rouge*, la présence des stands de *l'Unità* aux fêtes du *Drapeau Rouge*, ainsi que la présence mutuelle et active dans de nombreux mouvements sociaux, manifestations pacifistes, droit de vote pour tous les travailleurs immigrés etc.

Sans oublier le véritable partenariat que nous établîmes quand la Fédération du P.C.I. décida de se lancer dans la publication d'un propre journal (*L'Incontro dei Lavoratori*), un douze pages hebdomadaire que l'on imprimait sur les rotatives du *Drapeau Rouge* et qui était distribué à quatre mille exemplaires en Belgique. À la fin des années septante, nous étions devenus le premier parti de l'émigration italienne en Belgique (avec un score de 36,1% aux élections européennes de 1979, année où les émigrés italiens purent voter pour la première fois) et sans doute aussi le mieux structuré en Europe.

Aux élections européennes suivantes (1984), c'est la camarade Francesca Marinaro, dirigeante de la fédération de Belgique, qui fut choisie pour représenter les travailleurs immigrés au Parlement Européen, elle qui était d'origine sicilienne sera finalement élue dans le Piémont. Cette candidature fut fortement voulue par Enrico Berlinguer en personne, alors secrétaire général du PCI.

Ces résultats purent être atteints grâce et avant tout à l'esprit d'initiative et au courage des militants communistes italiens ; en particulier, je pense à ceux de la première génération, qui au prix d'immenses sacrifices personnels et familiaux jetèrent les bases d'une organisation qui a eu le mérite de redonner espoir, dignité et perspective à des centaines de milliers de travailleurs italiens expatriés en Belgique.

Toutefois, ces objectifs n'auraient pas pu se réaliser en l'absence de la ligne politique adoptée par le PCB envers les partis communistes immigrés : cette affirmation est facilement vérifiable en parcourant l'histoire de ces mêmes partis dans un pays limitrophe comme la France. En effet, avec le recul, il est clair que l'attitude du Parti Communiste de Belgique a favorisé un développement

**CARCoB – Archives Communistes**  
**Journée consacrée aux PC étrangers en Belgique – 14 février 2009**

autonome qui a permis aux immigrés de ce pays de s'intégrer d'une manière consensuelle.

Cette disponibilité et collaboration continuera même quand le Parti Communiste Italien décidera d'adhérer au groupe socialiste européen et ensuite à l'Internationale Socialiste. Ceci, confirme mon analyse selon laquelle le choix du Parti Communiste de Belgique fut un acte de modernité politique en des temps peu propices à cela dans le mouvement communiste international.

**Sergio ANGELINI,**  
**Ancien responsable du PCI en Belgique.**

## **CARCoB – Archives Communistes**

### **Journée consacrée aux PC étrangers en Belgique - 14 février 2009**

*L'histoire de la Leonardo est avant tout l'histoire de ses très nombreux membres :  
des hommes, des femmes, des enfants, des familles entières.  
C'est l'histoire d'un peuple de gauche  
et dont l'idéal était, essentiellement mais pas uniquement, communiste.*

## **L'asbl Leonardo da Vinci de Seraing**

On a demandé à la Leonardo da Vinci de présenter ici dans ce colloque une communication à propos de son histoire et de ses activités.

Il faut dès lors remarquer que cette demande ne vient pas de n'importe où, que la communication se fera dans le cadre d'un colloque bien particulier. Ceci indique un certain point de vue et définit dès le départ le point de vue des organisateurs de ce colloque par rapport à notre association. Somme toute, qui sommes-nous et que faisons-nous, même indirectement, dans un colloque sur l'histoire des partis communistes en Belgique ? C'est à cette question que nous allons répondre en toute franchise et avec le recul nécessaire.

Pour nous situer, notre association est issue de l'émigration italienne, elle est située à Seraing dans la banlieue ouvrière de Liège, pays de charbonnages, de sidérurgie et de fabrications métalliques. Elle regroupe plusieurs centaines de membres et a développé des activités dans le domaine culturel depuis près de cinquante ans principalement en direction de la communauté italienne de la région. Elle a un siège composé d'un café où les membres se rencontrent et se divertissent, de salles de conférences, de fêtes et d'expositions, de salles de cours et de bureaux : le tout édifié au fil du temps par l'association, c'est-à-dire par l'apport constant et volontaire de ses membres. Notre immeuble sert aussi

## **CARCoB – Archives Communistes**

### **Journée consacrée aux PC étrangers en Belgique - 14 février 2009**

de siège à d'autres associations italiennes et accueille les activités de groupes, d'institutions et d'associations italiennes, belges ou d'autres nationalités.

Mais revenons au colloque et à l'histoire des partis communistes dans l'émigration pour déclarer que nous avons accepté bien volontiers d'y contribuer en mémoire de tous nos « compagni » qui depuis un demi-siècle ont été les créateurs, le moteur, la conscience et la volonté de cette association et qui l'ont développée contre vents et marées en plein coeur du centre industriel de Seraing. Inutile d'insister sur le fait que la plupart d'entre eux étaient des ouvriers d'usine, des mineurs et plus tard, des pensionnés et des chômeurs, italiens, belges, belges d'origine ou de descendance italienne.

Cependant, il est très important de noter tout de suite que la Leonardo, bien que créée par des communistes, est une association culturelle composée de membres, dont une grande partie ne sont pas communistes. Nous reviendrons plus loin sur ce point essentiel et sur ses incidences.

Cette communication ne pourra que brosser à grands traits cette histoire déjà longue et elle ne pourra montrer que la pointe de l'iceberg. Pour être plus informés, il suffit de se reporter à l'ouvrage que la Leonardo da Vinci elle-même a publié, il y a maintenant trois ans et qui est intitulé : « *Non più cose, ma protagonisti. Storia della Leonardo da Vinci di Seraing – Histoire de la Leonardo da Vinci de Seraing. Ora e sempre : Resistenza !* ». C'est un livre important pour nous et qui nous a demandé un énorme travail de mémoire. Il comporte 300 pages et inclus de nombreuses photos (dont celles du Congrès du PCI en Belgique en 1971), mais surtout, des documents originaux en italien et leur traduction en français. Et pour les historiens et les chercheurs, nous tenons nos archives à leur disposition auprès de l'IHOES (Institut d'Histoire Ouvrière,

## **CARCoB – Archives Communistes**

### **Journée consacrée aux PC étrangers en Belgique - 14 février 2009**

Économique et Sociale), créé et animé par des camarades communistes belges à qui nous devons énormément au-delà des archives : Marcel Deprez, René Deprez et Michel Hannotte.

Dans le cadre de cette communication, on retiendra trois étapes : la création et les créateurs, les objectifs et les combats menés et les résultats engrangés.

La création de la Leonardo da Vinci.

Au journal officiel – en Belgique, le *Moniteur belge* – la Leonardo da Vinci apparaît sous forme d'asbl – association sans but lucratif – le 20 décembre 1962, sous le numéro 5079. Mais elle est née bien avant et sa gestation nous ramène aux premiers temps de l'émigration italienne d'après-guerre et même, à la résistance au fascisme en Italie et ailleurs.

Ainsi, le 15 mai 1962, Gino Ghirardelli convoque pour le 20 mai à la Maison du peuple, rue Papillon à Seraing, une Assemblée constitutive d'une association provinciale dénommée Leonardo da Vinci, dont il sera le président-fondateur. Évidemment, on ne convoque pas une pareille réunion – huit jours seulement à l'avance – sans avoir préparé et la chose et les décisions essentielles qui la concernent : but de l'association, composition, organisation et fonctionnement. Alors, au nom de quel groupe déjà existant, sur base de quelles décisions, Gino Ghirardelli lance-t-il cette convocation ? Qui y a-t-il autour de lui ? On peut citer avec certitude quatre noms : Gino lui-même, Esterino Lorenzon, Nestore Rotella et Piero Stolfo. Il y en a certainement d'autres. Tous sont des communistes italiens, tous sont – à ce moment et de ce point de vue – clandestins.

Pour continuer l'analyse, cette association **provinciale** (je souligne le terme) est créée à Seraing et a son siège à Liège dans le local de l'INCA, une organisation d'assistance, issue de la CGIL, syndicat qui en Italie regroupe des militants communistes et socialistes (Giuseppe Di Vittorio et Ferdinando Santi).

Dans « *Storia della Leonardo* », on peut relever l'explication suivante : « Les déclarations de Gino Ghirardelli, Esterino Lorenzon et d'autres qui furent à la base de l'ouverture du bureau de Liège en 1956, permettent de penser que nombre de travailleurs italiens qui arrivaient en Belgique étaient sensibilisés sur le plan politique, mais aussi sur le plan syndical. Ils firent pression pour l'ouverture à Liège d'un bureau de la CGIL et de fait, l'INCA ouvre son bureau dans la province en 1956. Ceci peut expliquer les contacts préférentiels que l'association Leonardo da Vinci maintient avec l'INCA. »

Tout ceci est attesté par l'INCA elle-même : « Pour ce qui concerne la province de Liège, les liens entre l'INCA et la Leonardo et son environnement sont anciens et attestés, y compris par l'INCA elle-même<sup>1</sup> : « Un peculiarità della sede di Liegi fu la costruzione spontanea ed armonica di una rete di relazioni con associazioni culturali e politiche in loco, principalmente con l'associazione Leonardo da Vinci e con il Partito Comunista. » - « Une particularité du siège de Liège fut la construction spontanée et harmonieuse d'un réseau de relations avec des associations culturelles et politiques locales, principalement avec l'association Leonardo da Vinci et le Parti Communiste [Italien] ».

Ce qui doit aussi nous poser question, c'est la création d'une ASBL, c'est-à-dire, une structure juridique de droit belge, pour laquelle s'applique la loi belge,

---

<sup>1</sup> Voir le petit ouvrage publié par l'INCA : Anton Giulio LEUZZI. 1954-2004 : 50 anni di presenza dell'INCA CGIL in Belgio. Bruxelles : INCA CGIL Belgio, 2004, p. 16.

## **CARCoB – Archives Communistes**

### **Journée consacrée aux PC étrangers en Belgique - 14 février 2009**

loi de 1921, qui exige la présence d'au moins trois personnes de nationalité belge dans les fondateurs et dans les membres dirigeants ; sinon, impossible de créer une ASBL. Qui sont-ils ? D'où viennent-ils ? Des inconnus qui débarquent au moment opportun, des camarades de confiance ? Mais la réponse, nous la connaissons tous, ce sont des membres du PCB ou à tout le moins, des gens choisis par le PCB. Il est aussi juste de souligner que les statuts de cette ASBL ont été rédigés de main de maître par le camarade et ami Jacques Moins qui avait dès le début soutenu l'initiative.

Ce n'est que l'année suivante qu'une section sera créée à Seraing, un local acheté et le siège social définitif de l'ASBL y sera installé. Il y est toujours au 86 de la rue Cockerill. Reprenons : une association provinciale, une section, puis d'autres sections dans d'autres communes de la province. Qui pourrait bien avoir pareille structure, un tel réseau organisé à une telle échelle ? Qui est ce « nous » qui crée, qui développe, qui construit, qui prend des initiatives ? Mais bien évidemment, un parti et ce parti, c'est le Parti Communiste Italien, c'est l'INCA, organisée sur le plan provincial et qui accueille à titre provisoire le siège de la Leonardo da Vinci. Il faut dire qu'à la vérité, l'un et l'autre dans une très large mesure se confondaient.

*« Le parti (PCI) a eu une grande empreinte pour moi et pour tant d'amis. C'est avec le désir de sortir de la clandestinité que nous vint l'idée de créer des associations, parce que seules, les associations pouvaient réunir des personnes. Il était impensable qu'elles fussent noyautées par le parti communiste. Et ici, la seule association que nous avons, était « Italia Libera » (association italo-belge) où je suis entré au comité en 1959. En 1962, nous avons créé l'association « Leonardo da Vinci ». Les associations nous ont aussi servi pour travailler plus*

*tranquillement. C'est pour cela qu'à Liège, nous avons créé l'association « Leonardo da Vinci » dont j'étais le président fondateur. »<sup>2</sup>*

Évidemment, il faudrait disposer de l'histoire de l'Italia Libera pour comprendre l'origine de la Leonardo, car – en partie – c'est la disparition d'Italia Libera qui va entraîner la nécessité de créer la Leonardo et va conduire Gino Ghirardelli du comité d'Italia Libera à la présidence de la Leonardo.

Qui est ce personnage-clé, chargé de mettre en place la Leonardo ? C'est Gino Ghirardelli. Depuis quand est-il en Belgique ? Date d'arrivée : 1947. Âge : 18 ans. Comment s'est-il formé ? Où ? À Engis, chez Prayon-Trooz, où il fréquente la section du PCB, où s'illustre l'inoubliable Fassotte. Depuis la fin des années 40, les Italiens émigrés dans les mines et l'industrie cherchent à s'organiser sur le plan politique, spécialement les communistes, qui ont dû quitter l'Italie, surtout après 1948. En 1955, il devient propagandiste et chargé de l'organisation du PCI en Belgique et à ce titre, sillonne la région et rencontre des centaines d'émigrés. En 1956, il rejoint son frère dans la mine et sera mineur pendant cinq années à Romsée, où il rejoint la FGTB et crée la section d'entreprise du PCI, qui atteint progressivement la centaine de membres. En 1962, Gino Ghirardelli a déjà 15 ans de Belgique et un passé et une formation de militant syndical et politique en Belgique. Ceci est important, car il ne vient pas directement du PCI, tout en mettant son expérience à sa disposition ; il sort de la vie ouvrière quotidienne dans le creuset wallon et faut-il rappeler l'affaire royale et l'assassinat de Julien Lahaut, communiste, syndicaliste et de Seraing ? Faut-il dire que l'on sort des grèves de 1960 ? Faut-il insister sur l'influence du courant FGTB liégeois, très « renardiste » et par exemple, la présence de Jacques Yerna, secrétaire de la FGTB de Liège, dès le début de la Leonardo ?

---

<sup>2</sup> *Non più cose, ma protagonisti : storia della Leonardo da Vinci di Seraing...*, p. 14

La situation doit être similaire pour ceux qui l'entourent. Qu'on songe par exemple à Nestore Rotella qui deviendra permanent de l'INCA, puis secrétaire du PCI en Belgique, puis membre du Comité Central du PCI à Rome, chargé de l'émigration. Gino Ghirardelli créera plusieurs journaux pour la Leonardo : « *Il Protagonisti* » (voir la devise de la Leonardo : « *Non più cose, ma protagonisti...* » Carlo Levi, au titre de président-fondateur de la Filef) et « *Il Bolletino* » ; Nestore Rotella est le fondateur de « *L'Incontro* ».

Mario Pusceddu, qui fut aussi un temps Président de la Leonardo da Vinci, parlant des origines dit : « *Il m'est aussi difficile de ne pas citer quelques noms : les camarades Gino Ghirardelli, Nestore Rotella, Mario Coletta étaient à l'époque les dirigeants de la Leonardo da Vinci, du P.C.I., de l'I.N.C.A.-C.G.I.L., de la F.I.L.E.F. Sur le plan syndical (F.G.T.B.), leur présence était tout aussi importante. De ces trois personnes, il faut surtout retenir leur esprit d'ouverture et d'initiative....* »

Comment aussi se fait-il que cette association s'appelle déjà « Leonardo da Vinci » et qui a choisi ce nom ? Et pourquoi ? Réponse encore de Gino Ghirardelli : « *Ce personnage m'avait accroché. Nous en avons parlé au parti. Le siège se tenait au café le « Prince de Liège » (près du Palais de Justice). Légalement, nous devons avoir un siège puisque nous avons constitué une ASBL.* »

Mais au fait que s'était-il dit et dans quel parti ?

Pour ce qui est du parti, la chose semble claire, il ne peut s'agir que du PCI clandestin en Belgique. Qu'avait-on dit dans la discussion ? Eh bien, nous le

savons par Gino Ghirardelli lui-même qui révèle dans ses mémoires : « *Le nom de Leonardo da Vinci ne plaisait pas à tous. Celui-ci voulait l'appeler Antonio Gramsci, celui-là Palmiro Togliatti et d'autres noms encore de dirigeants politiques et syndicaux ; le nom le plus courant était celui de Giuseppe Di Vittorio. Au début des années 1950, j'avais lu un livre sur la vie de Leonardo da Vinci. Je restai tellement impressionné par son génie que j'osai proposer son nom, non sans expliquer qu'au moment de sa fondation, l'Association devait se prémunir des influences politiques et assumer son autonomie de décision. Le nom de Leonardo da Vinci fut accepté avec méfiance.* »

Et il enchaîne : « La « Leonardo da Vinci » fut créée en 1962 avec un siège fictif, et puis nous avons trouvé un local, par hasard. Nous étions trois à le chercher. Mon ami le voulait à Liège, dans un endroit plus central. Moi, au contraire, je pensais à Seraing. Nous avions perdu « l'Italia Libera » et pour cela nous devions créer autre chose. C'est aussi un centre industriel où le coeur de la classe ouvrière battait. Finalement, nous avons trouvé cet ancien magasin de meubles. »

On voit donc clairement ici qu'il y avait une histoire avant l'histoire et que la Leonardo est la résultante d'un parcours antérieur de militantisme en émigration. Pas celui d'un seul homme, mais celui d'une génération, celle que l'Italie avait chassée de chez elle.

Ceci est confirmé par diverses sources et notamment, par l'INCA CGIL, qui dans un petit ouvrage commémoratif<sup>3</sup>, rappelle les faits suivants : « **L'INCA in Belgio fonda le sue radici a Bruxelles il 12 dicembre 1954 in un clima di profondo sospetto per ogni tipo di manifestazione politica e parapolitica svolta dagli**

---

<sup>3</sup> Anton Giulio LEUZZI. 1954-2004 : 50 anni di presenza dell'INCA CGIL in Belgio, p. 36.

**emigrati. In quegli anni era assolutamente vietato agli stranieri fare politica in ragione del fatto che molti degli operai arrivati in Belgio, durante l'emigrazione nera, erano sostenitori del partito comunista, pertanto in stridente contrasto ideologico con la monarchia. Molti superstiti della prima ondata ricordano ancora come l'attivismo di sinistra fosse controllato a vista dalla polizia politica : coloro che erano scoperti militanti comunisti (per esser considerati tali, era sufficiente allora avere in tasca l'Unità) venivano immediatamente espulsi e portati alla frontiera.»** - «L'INCA en Belgique s'implanta à Bruxelles le 12 décembre 1954 dans un climat de profonde suspicion pour tout type de manifestation politique et parapolitique développé par les émigrés. Dans ces années, il était absolument interdit aux étrangers de faire de la politique en raison du fait que nombre des ouvriers arrivés en Belgique, durant l'émigration noire (liée au charbon), étaient des tenants du parti communiste, dès lors en contraste idéologique criant avec la monarchie. Beaucoup des survivants de la première vague se souviennent encore comment l'activisme de gauche fut surveillé par la police politique ; ceux qui étaient découverts militants communistes (pour être considéré comme tel, il suffisait alors d'avoir en poche l'Unità) étaient immédiatement expulsés et reconduits à la frontière. »

Par ailleurs, ce qui va distinguer l'Association tout au long de son histoire et créer quelques dissensions avec ses alliés, c'est sa volonté d'ouverture à l'ensemble de la communauté italienne et malgré sa forte hérité communiste, un souci de faire place à d'autres jusque et y compris dans ses organes dirigeants. En fait, vu de ce point de vue, la Leonardo – et tout à fait spécifiquement, Gino Ghirardelli – avait quelques longueurs d'avance sur l'évolution du P.C.I. Et bien entendu, sur l'ensemble des PC d'Europe.

Voici ce qu'en disait Gino Ghirardelli : *« Suite aux difficultés, je décidais comme premier président, d'introduire dans le comité, des gens qui n'étaient pas des communistes. À cette époque, il était difficile de faire comprendre qu'une association devait s'inspirer de plusieurs idées. J'ai tout fait pour faire entrer un non-communiste qui était garde à la mine de Colard. C'était un sympathisant de la Mission Catholique. »*

Alors que le même Gino Ghirardelli dit dans une interview au journal *« Le Peuple »* : *« Mais j'en reviens au début des années 60. On peut dire qu'en Belgique, l'immigration était divisée, idéologiquement : d'un côté, vous aviez la gauche chrétienne avec l'aide de l'Église et des missions catholiques et de l'autre, les communistes. Les communistes n'étaient pas bien vus. La BSR faisait des visites dans nos maisons. Nous avons pensé créer une association afin de nous permettre de parler et de rendre notre action légale. Nous voulions aider les ouvriers italiens face aux difficultés de l'immigration. Nous nous sommes organisés dès 1958. »*

Comment comprendre la chose, si ce n'est qu'ils s'étaient organisés dans le cadre du PCI, mais clandestinement dès 1958 ? C'est ce groupe (section ? cellule ? régionale ?) qui va surgir au jour, quatre ans plus tard, sous la bannière de la Leonardo da Vinci.

Pour résumer les débuts de la Leonardo, on peut dire qu'elle fut dès le départ une manière de refuge, un lieu sain et une base de redéploiement pour les militants communistes italiens de la région de Liège et un lieu d'accueil, de diffusion même, d'élaboration d'une culture populaire (celle de l'immigration) au sein de la communauté italienne pour notamment, contrer l'influence des

Missions Catholiques Italiennes et leur rôle trouble (surveillance et délation) par rapport aux pouvoirs.

On comprend combien ce fondement de création de la Leonardo a été marqué par toute l'histoire de la résistance au fascisme et de la lutte partisane. On retrouve là la fracture qui traverse l'Italie, le peuple italien au pays et en émigration et encore aujourd'hui entre d'une part, le courant héritier du fascisme – en gros, la DC et plus généralement la droite italienne, actuellement le courant berlusconien, néofasciste, atlantiste et libéral – et d'autre part, le courant résistantiel – en gros, les communistes, les socialistes et tout le courant altermondialiste, pacifiste, laïc.

Pour revenir aux débuts de la Leonardo, cette dimension culturelle, fortement influencée par la logique de l'éducation populaire, elle-même issue des années de résistance, va finalement s'imposer comme le but même de la Leonardo, comme son moteur et comme son sens. Ce qui sans doute la sauvera lors de la disparition du PCI. Car aujourd'hui, la Leonardo da Vinci existe toujours et ses convictions d'origine n'ont pas changé. Cette dimension culturelle c'est ce qui lui vaudra plus tard (en 1976), sa reconnaissance comme organisation d'éducation permanente. Ici, une parenthèse s'impose quant au rôle joué par certains communistes belges et spécialement, par ce grand monsieur, ce grand ami et camarade que fut Marcel Deprez qui dans ses fonctions d'inspecteur général au ministère de la Culture a su impulser et développer une politique de reconnaissance et de soutien aux associations d'émigrés et a prolongé vers ces milieux la politique généreuse et intelligente, imaginée et mise en oeuvre avec Marcel Hicter, directeur général, promoteur de son côté de la démocratie culturelle et de la politique d'éducation populaire, qu'il voulut aussi permanente. Au niveau politique, soulignons le

soutien fraternel de Marcel Levaux, député communiste. Au demeurant, trois Marcel et trois Liégeois.

Dans la même idée, la Leonardo est aussi un lieu de vie, un lieu de rencontre, une sorte de « paese », de « villaggio », où – au départ – quasi-exclusivement des hommes pouvaient se retrouver et parler italien, entendre leur propre langue, parler du pays... Nostalgie et exil. Bref, un lieu à forte connotation italienne. Dès lors, les manifestations culturelles avaient toute leur place et toute leur importance pour ces émigrés qui bien souvent n'avaient pas pu y avoir accès dans leur propre pays. L'objectif sous-jacent était outre de faire connaître la culture d'origine, de faire prendre conscience (et de ce fait confiance) aux participants de la valeur de la culture de leur pays. C'était un moyen de renforcer les liens avec le pays, la connivence avec leurs compatriotes émigrés et la confiance face aux pressions et aux mépris du milieu « autochtone ».

Comme on le voit, dès le départ, la Leonardo a joué – en toute intelligence – le long terme, elle a pris le parti d'effectuer un travail de fond...

Ceci ne l'a pas empêchée d'être très proche de la mouvance communiste italienne, d'y être insérée de façon profonde et en quelque sorte de la continuer au-delà des mutations des vingt dernières années. Pour entrer dans les détails, il est clair que la Leonardo est située au coeur d'une véritable intrication d'organisations, parmi lesquelles :

1. le Parti Communiste Italien – tous les présidents de la Leonardo étaient ou avaient été membres du PCI. Il s'agit de Gino Ghirardelli, Mario Coletta, Luigi Maglioni, Mario Pusceddu, Angelo Santamaria ;
2. la CGIL, via la Filef ;

3. la Filef ;
4. l'INCA ;
5. l'ANPI...

et du côté belge,

1. le Parti Communiste de Belgique ;
2. le Parti Socialiste Belge ;
3. la FGTB.

Ce que confirme tout à fait Mario Pusceddu, ancien président de la Leonardo<sup>4</sup> : « *Personnellement, je crois qu'au même titre que le Parti Communiste Italien hier, l'association Leonardo da Vinci et la grande majorité de ses membres considèrent le syndicat F.G.T.B. et l'I.N.C.A.-C.G.I.L. comme faisant partie de la famille.* »

### **Un (presque) demi-siècle d'activités de la Leonardo**

Commençons par une citation : « *Grâce à cette initiative, l'association a toujours plus de sympathie...* », écrivait à propos de la Leonardo dans le journal *La Voce*, Gino Ghirardelli en 1964.

Il concluait ainsi un article-bilan d'une première année de la Leonardo. La remarque portait sur les colonies d'enfants en Italie, mais en fait, elle disait le ressort caché de l'association : « Initiative et sympathie ».

Quelles sont donc les initiatives, les actions, les événements – bref, les activités – que la Leonardo a promues tout au long de ce quasi demi-siècle avec une cohérence et une persévérance remarquables ? Elles sont

---

<sup>4</sup> *Non più cose, ma protagonisti : storia della Leonardo da Vinci di Seraing...*, p. 93.

importantes, car ce sont elles qui sont les signes de vie de l'association et ce sont elles qui l'ont forgée au jour le jour et lui ont donné, notamment, cette dimension d'organisation culturelle d'éducation populaire et permanente.

1. Les colonies enfantines et les voyages.

Il y eut les colonies enfantines, aux débuts, au temps où l'émigration italienne en Belgique était récente et encore, jeune. Elles ont disparu, mais les voyages des pensionnés ont pris le relais et aussi, des voyages à thème pour sensibiliser les jeunes des écoles – par exemple la visite du camp de concentration d'Auschwitz.

2. Les conférences

Les conférences culturelles, complétées par des conférences à caractère social, syndical et politique, parfois agrémentées de films, toujours ouvertes sur le débat et la discussion, sont un des éléments-clés de la personnalité de la Leonardo. La première eut lieu en janvier 1964, un an après la fondation, elle avait pour thème : « Leonardo da Vinci, l'homme ». Ce fut un succès auprès du public et la confirmation du choix du nom et de la ligne voulue et suivie par la Leonardo en toute autonomie.

3. Les hommages aux « compagni ».

Les hommages aux « compagni » disparus occupent une place importante dans la vie de l'association et donnent un éclairage intéressant sur son évolution. Une des raisons c'est qu'ils sont généralement le fait du président ou d'un responsable de la Leonardo, parlant au nom de toute l'association, et

qu'ils sont des moments où les membres se rassemblent et avec une certaine gravité, repensent le chemin parcouru, le passé commun.

Le premier hommage recensé (dans la *Storia della Leonardo...*) – il date du 3 avril 1978 – est celui que Mario Coletta, président de la Leonardo, et Nestore Rotella signeront ensemble pour le compagne Gesuino Frau et surtout, en relation avec ce colloque, cet hommage est signé : Partito Comunista Italiano in Belgio. Celui du 21 janvier 1981, une date pour la Leonardo, est celui que le président de la Leonardo, Luigi Maglioni, prononça à propos de Mario Coletta, président décédé et donne un éclairage sur la ligne politique de la Leonardo et ouvertement, sur l'engagement politique de Mario Coletta, arrivé en 1948 : « *Déjà en Italie, tu avais adhéré au PCI...* » et puis, tout aussi significatif : « *avec toi, la Leonardo et toute l'émigration perdent une personnalité politique* » et enfin, celui qu'Angelo Santamaria publiera pour rappeler la mémoire de Gino Ghirardelli.

#### 4. L'achat et le développement du local.

L'achat et le développement du local de la rue Cockerill, siège de la Leonardo et d'autres associations, s'est fait dès la première année de l'existence de l'association. Là aussi, c'était un choix stratégique et tant le lieu que l'acquisition elle-même (investissement lourd pour une association d'émigrés débutante) ne furent pas accueillis avec enthousiasme par tous les camarades. Il a cependant marqué la Leonardo et l'a sans doute aidée à s'implanter dans la communauté italienne et à pérenniser son action et à résister aux attaques et pressions extérieures.

#### 5. Les manifestations commémoratives.

La promotion et la participation aux manifestations commémoratives de la Libération (25 avril) et de la naissance de la République (2 juin) en vue de maintenir et relancer l'esprit de la « Resistenza partigiana » au travers du temps et de regrouper la communauté italienne autour de cette « Repubblica, fondata sul lavoro ». De même, la Leonardo est intervenue dans le débat public tout au long de son histoire en s'affirmant et en s'impliquant nettement dans le combat antifasciste, notamment en 1971 contre la venue de Giorgio Almirante à Bruxelles et en s'opposant à l'ouverture d'un local « tricolore » à Liège en 1975.

6. Le combat pour les revendications spécifiques à la communauté italienne.

La communauté d'émigrés italiens fut confrontée au fil des années à toutes sortes de difficultés et la Leonardo s'engagea pour porter ou aider à porter un certain nombre de revendications spécifiques propres à celle-ci :

- le combat, gagné, mené sous la houlette de Gino Ghirardelli, pour la reconnaissance de la silicose comme maladie professionnelle des mineurs ; c'est sans doute le plus haut fait de la Leonardo ;
- la lutte pour la gratuité des passeports ;
- la lutte pour les réductions sur le réseau ferré italien.

7. Les fêtes annuelles.

On peut situer dans ce contexte les Fêtes politiques telles que les fêtes de l'*Unità*, la fête de la Rose... mais aussi, les Fêtes de la femme, celles des pensionnés... mais aussi cette grande fête italienne sérésienne qu'est *Tarantella*

*Qui*, qui est une idée et une volonté de la Leonardo, spécifiquement de Gino Ghirardelli. *Tarantella* qui regroupe toutes les associations italiennes régionales pour organiser avec le Centre Culturel de Seraing chaque année un mois italien.

8. L'engagement auprès des travailleurs belges.

L'engagement et le soutien de la Leonardo dans les luttes communes des émigrés italiens avec les travailleurs belges et les autres travailleurs émigrés dans les manifestations autour du 1<sup>er</sup> mai, dans les grèves – singulièrement celle de 1960 –, dans les manifestations pour l'indépendance des pays du tiers-monde (Congo, Cuba, Vietnam...), la lutte contre l'apartheid, la lutte pour la paix... ne se sont jamais démentis et furent des axes importants de solidarité.

9. La lutte pour l'intégration et le droit de vote.

La revendication d'une plus grande intégration de l'immigration au plan politique avec en perspective le droit de vote pour les immigrés fut aussi longtemps un cheval de bataille de la Leonardo. Dans cette lutte, la Leonardo a fait preuve d'une grande intelligence des choses en prônant le regroupement de toute la communauté italienne (et au-delà, de tous les immigrés) dans un objectif commun d'obtenir une véritable place dans la ville. « *Non più cose, ma protagonisti...* » – « *Plus des choses, mais des acteurs...* ». Elle fut ainsi à l'origine du Comité Italien d'Entente de Seraing, qui prépara la voie des Conseils Communaux d'Immigrés et ensuite, aux élections et au droit de vote des immigrés.

## **CARCoB – Archives Communistes**

### **Journée consacrée aux PC étrangers en Belgique - 14 février 2009**

Pour conclure, il convient de faire ressortir une caractéristique de la Leonardo da Vinci qui fut de vouloir entretenir des relations de « bon voisinage » avec les associations italiennes, y compris de l'autre bord, c'est-à-dire chrétiennes, mais aussi avec les associations des autres communautés immigrées et avec les associations et les institutions belges. La Leonardo a toujours voulu être un membre à part entière de la communauté régionale où elle vit et tout en affirmant clairement ses positions et ses principes, être un élément moteur d'unité et de solidarité dans le monde du travail. C'est une des raisons qui font que la Leonardo a été reconnue (comme les associations et mouvements belges) comme une organisation d'Éducation permanente de la Communauté française et qu'elle éprouve une grande fierté d'être ainsi honorée.

En ce qui concerne le sujet de cette communication : les rapports entre la Leonardo da Vinci et les Partis communistes, on peut constater que la Leonardo a survécu à la disparition du PCI, qu'elle a conservé soigneusement les idéaux et la générosité de ses fondateurs et qu'elle continue à les diffuser auprès de toute la communauté régionale.

Et si demain, le vent devait tourner plus nettement dans un sens ou dans l'autre, la Leonardo se retrouverait parmi les protagonistes de ce nouveau combat.

**Angelo SANTAMARIA,**

**Président de l'asbl Leonardo da Vinci.**